

Ce que les néoconservateurs attendent de la crise ukrainienne (Consortium News)

13 mars 2014



Robert PARRY

[NdT] La crise ukrainienne a d'impressionnants relents de guerre froide, susceptible à tout moment de basculer dans une confrontation militaire, scénario dont personne ne semble vouloir mais on sait que les conflits majeurs ont rarement été le résultat d'une volonté délibérée mais plutôt celui d'enchaînements imprévus.

Le terme de guerre froide peut sembler inapproprié si on veut bien tenir compte du fait qu'il n'existe plus de bloc communiste en Europe et que la Russie n'est qu'un des Etats issus de l'éclatement de l'Union Soviétique.

Et pourtant, la longue parenthèse communiste a simplement masqué une opposition plus profonde entre la Russie eurasiatique et l'Europe regroupée à quelques exceptions près dans l'Union Européenne et l'OTAN.

Deux structures politiques qui évoluent en partie dans des espaces différents et en partie dans des espaces qui se chevauchent, ces derniers étant susceptibles de disputes plus ou moins fortes selon leur importance stratégique pour l'un ou l'autre des acteurs.

C'est précisément le cas de l'Ukraine aujourd'hui disputée entre l'UE et la Russie. Cette ancienne république soviétique n'a pas vocation à entrer rapidement dans l'UE qui n'a en fait pas les moyens d'absorber un Etat aussi important aussi bien par sa taille et sa population que par la somme de problèmes et de coûts qu'il représente. Et pourtant, la crise d'aujourd'hui met aux prises l'UE (et les Etats Unis) avec une Russie pour laquelle il est absolument vital de maintenir l'Ukraine dans sa sphère d'influence, pour des raisons à la fois historiques et culturelles, économiques et stratégiques.

On peut alors se demander pourquoi les Etats de l'UE et les Etats Unis n'ont pas ménagé leurs efforts pour encourager des troubles qui ont débouché sur un coup d'Etat qui a abouti à la déposition d'un chef de l'Etat régulièrement élu.

Robert Parry essaye de répondre à cette question en situant la crise ukrainienne dans un contexte plus global qui met en jeu la stratégie politique des néo-conservateurs américains telle qu'elle a été mise en œuvre à partir de l'accession au pouvoir de George W. Bush et des attentats du 11 septembre 2001.

Selon Robert Parry, les néo-conservateurs qui se heurtent à Washington aux vellétés du président Obama de développer une autre politique internationale se sont emparés du dossier ukrainien pour nuire à la relation entre le président des Etats Unis et son homologue russe, voire même déstabiliser le pouvoir d'un Poutine qu'ils perçoivent comme un obstacle majeur au déploiement de leur stratégie de domination mondiale.

[Robert Parry](#) est un journaliste chevronné qui avait notamment couvert [l'affaire des Contras \(Irangate\)](#) pour

Newsweek et Associated Press.

Comme un certain nombre d'autres grandes plumes américaines, il s'est éloigné de ce qu'on appelle les « corporate medias », c'est-à-dire la presse aux mains des grands groupes capitalistes et a fondé Consortium News.

Mounadil al-Djazairi

Ce que les néoconservateurs attendent de la crise ukrainienne

La crise ukrainienne, fomentée en partie par les néoconservateurs américains, y compris leurs avatars au Département d'Etat, ont envenimé les relations russo-américaines et perturbé la coopération secrète du président Obama avec son homologue russe Vladimir Poutine dans la résolution des crises au Moyen Orient., écrit Robert Parry.

par Robert Parry, Consortium News (USA) 2 mars 2014 traduit de l'anglais par Djazairi

Le président Barack Obama a tenté, essentiellement en secret, d'élaborer une nouvelle politique étrangère qui s'appuie fortement sur la coopération avec le président russe Vladimir Poutine pour réduire les confrontations dans des points chauds tels que l'Iran et la Syrie. Mais la réticence d'Obama à expliquer publiquement cette stratégie l'a rendue vulnérable aux attaques venues d'éléments puissants dans les milieux officiels de Washington, y compris des néo-conservateurs bien placés et des gens à l'intérieur de sa propre administration.

La menace la plus grave à cette collaboration Obama-Poutine s'est aujourd'hui révélée en Ukraine, où une coalition d'activistes néo-conservateurs américains et des avatars néo-conservateurs au sein du Département d'Etat ont attisé les flammes de l'agitation en Ukraine, en contribuant au renversement brutal du président démocratiquement élu Viktor Ianoukovitch et maintenant à une intervention militaire russe en Crimée, une région du sud de l'Ukraine, qui a été historiquement partie intégrante de la Russie.

Avec la crise ukrainienne, les intérêts vitaux de la Russie sont directement menacés

Même si on dit que la crise Ukraine a pris Obama et Poutine par surprise, la détermination des néo-conservateurs à enfoncer un coin entre les deux dirigeants était évidente depuis des mois, surtout après que Poutine a négocié un accord pour éviter des frappes militaires américaines contre la Syrie l'été dernier et a contribué à amener l'Iran à négocier des concessions sur son programme nucléaire, deux évolutions qui ont fortement contrarié les néo-conservateurs qui auraient préféré une aggravation des confrontations.

Poutine aurait également tancé verbalement vers le s Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu et le chef des renseignements saoudien, le prince Bandar bin Sultan eu égard à ce que Poutine considérait comme leurs actions provocatrices dans la guerre civile syrienne. Donc, en perturbant les plans néo-conservateurs et en offensant Netanyahu et Bandar, le président russe s'est carrément retrouvé dans le collimateur de certaines personnes très puissantes.

Sans Poutine, les néo-conservateurs - avec Israël et l'Arabie Saoudite - avaient espéré qu'Obama allait lancer des frappes militaires contre la Syrie et l'Iran qui auraient pu ouvrir la voie à plus de « changements de régime » au Moyen-Orient, un rêve au centre de la stratégie géopolitique des néoconservateurs depuis les années 1990. Cette stratégie néo-conservatrice a pris forme après la guerre high-tech des États-Unis contre l'Irak en 1991 et l'effondrement de l'Union soviétique plus tard la même année. Les néoconservateurs américains avaient commencé à croire en un nouveau paradigme d'un monde unipolaire où les décrets américains seraient loi...

Les néo-conservateurs estiment que ce changement de paradigme signifiait aussi qu'Israël n'aurait plus besoin de mener des négociations frustrantes avec les Palestiniens. Plutôt que de marchander une solution à deux Etats, les néoconservateurs américains poussaient simplement à un "changement de régime" dans les pays musulmans hostiles qui aidaient les Palestiniens ou le Hezbollah libanais.

L'Irak était le premier sur la liste des cibles des néoconservateurs, mais le tour de la Syrie et de l'Iran devait suivre. L'idée force est que, une fois les régimes qui soutiennent les Palestiniens et le Hezbollah sont renversés

ou neutralisés, alors Israël pourra dicter ses conditions de paix aux Palestiniens qui n'auront d'autre choix que d'accepter ce qui leur sera imposé.

Les néoconservateurs américains qui travaillaient dans l'équipe de campagne de Netanyahou en 1996, dont Richard Perle et Douglas Feith, avaient même officialisé leur nouveau plan audacieux, qu'ils avaient présenté dans un document de stratégie, appelé "*A Clean Break : Une nouvelle stratégie pour sécuriser le monde*" ["*A Clean Break : A New Strategy for Securing the Realm.*"]. Le document faisait valoir que seul un « changement de régime » dans les pays musulmans hostiles pourrait permettre la nécessaire « rupture nette » des blocages diplomatiques qui ont suivi les pourparlers de paix non concluants entre Israéliens et Palestiniens.

En 1998, le projet néo-conservateur pour le Nouveau Siècle Américain [New American Century] appelait à une invasion américaine de l'Irak, mais le président Bill Clinton avait refusé. La situation changea, cependant, lorsque le président George W. Bush prit ses fonctions et après les attentats du 11 septembre. Soudain, les néo-conservateurs eurent un commandant en chef qui était d'accord avec la nécessité d'éliminer Saddam Hussein de l'Irak - et une opinion publique américaine abasourdie et en colère qu'on pouvait facilement convaincre. [Voir l' [Consortiumnews.com](#) "[La raison mystérieuse de la guerre en Irak](#) ."]

Alors, Bush envahit l'Irak, évinçant Hussein, mais sans parvenir à soumettre le pays. Le bilan des tués américains approcha les 4 500 et les coûts faramineux, estimé à plus de 1 000 milliards de dollars ont fait que le peuple américain et même Bush refusèrent de respecter jusqu'au bout la vision néo-conservatrice telle qu'exprimée dans une de leurs blagues préférées de l'année 2003 sur le prochain pays à attaquer, l'Iran ou la Syrie, la chute étant : "*Les vrais hommes vont à Téhéran !*"

Bien que les faucons comme le vice-président Dick Cheney avaient plaidé en faveur du projet néo-conservateur et israélien pour que l'armée américaine bombarde les installations nucléaires iraniennes - avec l'espoir que les attaques pourraient également susciter un « changement de régime » à Téhéran - Bush avait décidé qu'il ne pouvait pas s'y risquer, surtout après que la communauté du renseignement des États-Unis avait estimé en 2007 que l'Iran avait cessé de travailler sur une bombe depuis quatre ans.

L'ascension d'Obama

Les néo-conservateurs connurent un nouveau revers en 2008, lorsque Barack Obama a battu un favori des néo-conservateurs, le sénateur John McCain. Mais Obama a ensuite pris une des décisions fatidiques de sa présidence, en décidant de doter les postes clés de la politique étrangère avec "une équipe de rivaux", c'est-à-dire en gardant le Républicain Robert Gates au Département de la Défense et en plaçant Hillary Clinton, une néoconservatrice « light », à la tête du Département d'Etat.

Obama avait également maintenu le haut commandement militaire de Bush dont la personnalité la plus significative étant le chouchou des médias, le général David Petraeus. Ce qui signifie qu'Obama n'avait pas pris le contrôle de sa propre politique étrangère.

Gates et Petraeus étaient profondément influencés par les néo-conservateurs, en particulier par Frederick Kagan, qui avait été un grand défenseur du "surge", l'escalade militaire de 2007 en Irak, qui avait été saluée par les médias grand public américains comme un grand "succès" mais n'avait jamais atteint son objectif principal d'un Irak unifié. Au prix de près de 1000 tués américains, le « surge » avait seulement acheté du temps pour un retrait ordonné qui épargnait à Bush et aux néo-conservateurs l'embarras d'une défaite évidente.

Ainsi, au lieu d'un important remaniement du personnel dans le sillage de la guerre catastrophique en Irak, Obama présidait à ce qui ressemblait plus à une continuité avec les politiques de guerre de Bush, mais avec un engagement plus ferme de retirer des troupes en Irak et aussi en Afghanistan finalement.

Dès le début, cependant, Obama a rencontré l'opposition d'éléments clés de sa propre administration, en particulier au niveau des Départements d'État et de la Défense, et par les néoconservateurs encore influents dans les milieux officiels de Washington. Selon diverses informations, y compris les dans Duty, les mémoires récemment publiées de Gates, Obama a manœuvré en soutenant le "surge" en Afghanistan, tel que préconisé par le néo-conservateur Frederick Kagan et poussé par Gates, Petraeus et Clinton.

Gates écrit que Kagan l'avait persuadé de recommander le "surge" en Afghanistan et qu'Obama avait accepté à contrecœur quoique Gates conclut que Obama ne croyait pas à la « mission » et voulait renverser le cours des choses plus vite que Gates, Petraeus et leur camp ne le voulaient.

Face à cette résistance de sa propre bureaucratie, Obama a commencé à s'appuyer sur un petit cercle construit autour du vice-président Joe Biden et de quelques conseillers de la Maison Blanche avec le soutien en matière d'analyse de certains agents de la CIA, dont le directeur de la CIA Leon Panetta.

Obama a également trouvé un allié surprenant avec Poutine après son retour à la présidence russe en 2012. Un conseiller de Poutine m'a dit que le président russe appréciait personnellement Obama et voulait vraiment l'aider à résoudre des différends dangereux, en particulier les crises avec l'Iran et la Syrie.

En d'autres termes, l'erreur de jugement d'Obama au début avec "l'équipe de rivaux" a évolué vers un style présidentiel extraordinaire de politique étrangère, où Obama a élaboré et mis en œuvre une grande partie de son approche du monde hors de la vue ses secrétaires d'Etat et de la Défense (sauf lorsque Panetta été brièvement en poste au Pentagone).

Même après le départ de Gates en 2011, celui par démission du général Petraeus de son poste de directeur de la CIA après un scandale sexuel à la fin de 2012, et celui de Clinton au début de 2013, l'approche singulière d'Obama n'a pas particulièrement changé. On me dit qu'il a une relation distante avec la secrétaire d'Etat John Kerry, qui n'a jamais rejoint le cercle rapproché de politique étrangère d'Obama.

La protection tacite par Obama de sa « vraie » politique étrangère peut se comprendre car, compte tenu de la persistance de la mentalité « dur à cuire » qui domine encore dans les milieux officiels à Washington., l'approche *freelance* d'Obama a laissé des espaces aux éléments bellicistes de sa propre administration.

Par exemple, le secrétaire d'Etat Kerry était tout près d'annoncer le déclenchement d'une guerre américaine contre la Syrie, dans un discours belliqueux prononcé le 30 août 2013, seulement pour se voir couper l'herbe sous le pied par Obama qui avait travaillé avec Poutine pour désamorcer la crise déclenchée par une attaque litigieuse à l'arme chimique dans les alentours de Damas.

De même, Obama et Poutine ont défini le cadre pour un accord intérimaire avec l'Iran sur la façon de limiter son programme nucléaire. Mais quand Kerry a été envoyé pour sceller cet accord à Genève, il a au contraire ajouté les nouvelles exigences nouvelles des Français (qui étaient de corvée pour le compte des Saoudiens) et avait ainsi été près de tout faire capoter. Après s'être fait remonter les bretelles par la Maison Blanche, Kerry est retourné à Genève et a finalisé les arrangements. [Voir l' Consortiumnews.com " [Une défaite Arabie-Israël avec l'accord sur l'Iran](#) . "]

Politique étrangère hétérodoxe

Le politique étrangère hétérodoxe d'Obama — généralement un travail en tandem avec le président russe et parfois en porte-à-faux avec sa propre bureaucratie – a obligé Obama à feindre l'indignation devant ce qui peut être perçu comme un affront infligé par la Russie, comme son accord pour donner temporairement asile au lanceur d'alerte de la *National Security Agency* (NSA), Edward Snowden.

En public, Obama était tenu de faire connaître sa désapprobation catégorique de l'asile accordé à Snowden, quoique à plusieurs égards, Poutine faisait une faveur à Obama en lui épargnant d'avoir à poursuivre en justice Snowden avec les conséquences négatives que cela impliquerait pour la sécurité nationale des USA et les répercussions politiques préjudiciables dans la base politique libérale [de gauche] d'Obama.

Des erreurs de Poutine ont aussi compliqué les relations, comme quand il a défendu l'hostilité russe à l'égard des homosexuels et réprimé les voix critiques avant les jeux olympiques de Sotchi. Poutine était ainsi devenu une cible facile pour les commentateurs et les humoristes américains.

Mais l'hésitation d'Obama à expliquer son niveau de coopération stratégique avec Poutine a permis aux néo-conservateurs qui restent influents à Washington, avec notamment leurs avatars dans la bureaucratie du Département d'Etat, d'enfoncer d'autres coins significatifs entre Obama et Poutine. Les néo-conservateurs en

sont venus à comprendre que le tandem Obama – Poutine était un obstacle majeur à leur vision stratégique.

A n'en pas douter, la contre-action la plus spectaculaire – et potentiellement la plus dangereuse – des néo-conservateurs a été l'Ukraine où ils ont apporté leur appui financier et politique à des forces d'opposition qui visaient à provoquer la rupture entre l'Ukraine et son voisin russe.

Même si la crise est aussi liée à la division historique de l'Ukraine – entre sa partie occidentale plus tournée vers l'Europe et l'est et le sud peuplés majoritairement de Russes – les agents des néo-conservateurs, avec l'argent du *National Endowment for Democracy* subventionné par les États Unis et d'autres sources US, ont joué un rôle décisif dans la déstabilisation et la déposition du président démocratiquement élu.

Le NED, une agence avec un budget annuel de 100 millions de dollars, a été créé par l'administration Reagan pour promouvoir l'action politique et la guerre psychologique contre des États ciblés, soutient financièrement 65 projets en Ukraine, dont la formation de militants, le soutien aux « journalistes » et la promotion d'organisations d'affaires, créant ainsi une structure efficace prête à déstabiliser un gouvernement au nom de la promotion de la « démocratie ». [voir Consortiumnews.com "[A Shadow US Foreign Policy.](#)"]

Les Néo-conservateurs du Département d'État ont également mis la main à la pâte en poussant l'Ukraine à se détourner de la Russie. La Secrétaire d'État adjointe aux Affaires européennes, Mme Victoria Nuland, femme de l'éminent néo-conservateur Robert Kagan et belle-sœur du conseiller-de Gates et -Petraeus Frederick Kagan, a plaidé vigoureusement pour la réorientation de l'Ukraine vers l'Europe

En décembre 2013, Nuland [avait rappelé](#) aux chefs d'entreprise ukrainiens que, pour aider l'Ukraine à réaliser "*ses aspirations européennes, nous avons investi plus de 5 milliards de dollars.*" Elle avait dit que le but des États Unis était d'emmener "*l'Ukraine vers l'avenir qu'elle mérite*", ce par quoi elle entendait dans l'orbite de l'Occident et à l'écart de la Russie.

Mais le président Ianoukovitch a rejeté un plan de l'Union européenne qui aurait imposé une austérité sévère sur une Ukraine déjà pauvre. Il a accepté un prêt plus généreux de 15 milliards de dollars par la Russie, qui a également soutenu l'économie de l'Ukraine en fournissant du gaz naturel à moindre prix. La décision de M. Ianoukovitch a suscité des manifestations de rue anti-russes à Kiev, située dans la partie ouest du pays, la région la plus pro-européenne.

Nuland s'était vite mise au travail pour planifier un « changement de régime », encourageant les désordres dans la rue distribuant en personne des biscuits aux manifestants anti-gouvernementaux. Elle n'avait pas semblé remarquer ou se soucier du fait que les manifestants de la place Maidan à Kiev avaient hissé une grande bannière honorant Stepan Bandera, un nationaliste ukrainien qui avait collaboré avec les nazis allemands pendant la Seconde Guerre mondiale et dont les milices avaient participé à des atrocités contre les Juifs et les Polonais.

Fin Janvier, Nuland avait discuté avec l'ambassadeur des États-Unis en Ukraine Geoffrey Pyatt de qui devrait être autorisé à entrer dans le nouveau gouvernement.

Yats est l'homme de la situation », avait dit Nuland dans une communication téléphonique avec Pyatt qui a été interceptée et mis en ligne. « Il a l'expérience en économie, l'expérience du gouvernement. Il est le gars qu'on connaît. "Par" Yats, Nuland faisait allusion à Arseni Iatseniouk, qui avait servi comme chef de la banque centrale, ministre des Affaires étrangères et ministre de l'économie -. Et qui s'engage à appliquer une politique d'austérité sévère.

Tandis que la Secrétaire adjointe Nuland et le Sénateur McCain applaudissaient les manifestants, les manifestations de rue devenaient violentes. La police se heurtait à des groupes néo-nazis, les descendants idéologiques des Ukrainiens anti-russes de Bandera qui avaient collaboré avec la SS nazie pendant la Seconde Guerre mondiale.

La crise s'aggravant et des dizaines de personnes étant tuées dans des combats de rue, Ianoukovitch a accepté un accord négocié par l'UE qui appelait à des élections anticipées et la police se retirer. Les troupes d'assaut néo-nazies ont alors saisi l'occasion pour occuper les édifices gouvernementaux et forcer Ianoukovitch et

plusieurs de ses collaborateurs à fuir pour sauver leur vie.

Avec ces néo-nazis pour assurer "la sécurité", les autres parlementaires ont accepté une série de votes à l'unanimité ou presque unanimes pour mettre en place un nouveau gouvernement et demander l'arrestation de M. Ianoukovitch pour meurtre de masse. Le choix de Nuland, Iatseniouk, a été retenu pour le poste de Premier ministre par intérim.

L'éviction violente de Ianoukovitch a provoqué la résistance populaire au coup d'Etat dans les régions sud et est à peuplement russe.. Après avoir trouvé refuge en Russie, Ianoukovitch a sollicité l'aide de Poutine. Poutine a alors envoyé des troupes russes pour s'assurer le contrôle de la Crimée. [Pour en savoir plus sur cette histoire, voir Consortiumnews.com l'« [Encourager un « Coup démocratique » en Ukraine](#) . »]

Éloigner Obama de Poutine

La crise ukrainienne a donné l'opportunité aux néo-conservateurs de Washington d'enfoncer un nouveau coin entre Obama et Poutine. Par exemple, le vaisseau amiral des néo-conservateurs, le Washington Post, a écrit dans son éditorial de samedi qu'Obama réagissait par des « appels téléphoniques » là où quelque chose de bien plus menaçant qu'une « condamnation » était nécessaire.

C'est toujours étonnant de voir le *Washington Post*, qui avait plaidé avec force pour une intervention militaire américaine en Irak sous le faux prétexte d'éliminer des (inexistantes) armes de destruction massive, se fâcher quand un autre pays agit en réponse à une vraie menace pour sa sécurité à ses propres frontières, pas à l'autre bout du monde.

Mais les chefs de rédaction du *Washington Post* n'ont jamais reculé devant leur propre hypocrisie . Ils ont écrit, « L'objectif probable de M. Poutine n'était pas difficile à imaginer. Il semble réagir à la déposition la semaine dernière du gouvernement pro-Kremlin en Ukraine avec un ancien et ignoble procédé russe : provoquer une rébellion séparatiste dans un Etat voisin, en se servant de ses propres troupes si nécessaire. »

La réalité, cependant, semble avoir été que des éléments néo-conservateurs au sein du gouvernement des États-Unis ont encouragé le renversement du président élu de l'Ukraine par un coup d'Etat mené par des groupes d'attaque néo-nazis qui ont ensuite terrorisé les députés pour que le Parlement adopte des lois draconiennes, dont certaines destinées à punir les régions tournées vers la Russie qui préfèrent Ianoukovitch.

Pourtant, en plus d'égratigner Obama pour son discours modéré sur la crise, le Post a déclaré que « *M. Obama et les dirigeants européens doivent agir rapidement pour empêcher le démembrement de l'Ukraine. Il manquait à la déclaration du président la mention d'une première étape nécessaire : l'exigence que toutes les forces russes - régulières et irrégulières – se retirent ... et que Moscou reconnaisse l'autorité du nouveau gouvernement de Kiev. Si M. Poutine ... ne se conforme pas, les dirigeants occidentaux devraient indiquer clairement que la Russie paiera un prix élevé* » .

Les responsables de rédaction du Post sont friands d'appels à donner des ultimatums à divers pays, spécialement l'Iran et la Syrie, en impliquant que s'ils ne se conforment pas à certaines exigences des Etats Unis, des mesures sévères, dont des représailles militaires, s'ensuivront.

Mais maintenant, les néo-conservateurs, dans leur poursuite obstinée et sans fin de "changement de régime" dans les pays qui suivent leur propre voie, ont porté leurs ambitions à un niveau dangereux, en voulant confronter la Russie détentrice de l'arme nucléaire avec des ultimatums.

Dimanche, la rédaction néo-conservatrice du Post a « énoncé les conséquences » pour Poutine et la Russie qui consistent pour l'essentiel en la proposition d'une nouvelle Guerre Froide. Le Post a moqué Obama pour sa présumée mollesse à l'égard de la Russie et a laissé entendre que le prochain « changement de régime » devait intervenir à Moscou.

« *Beaucoup en Occident ne croyaient pas que M. Poutine n'oserait tenter une intervention militaire en Ukraine en raison des graves conséquences possibles* », écrit le Post. « *Le fait que le dirigeant russe soit passé à l'acte montre qu'il doute que les dirigeants occidentaux réagissent avec force. S'il ne recule pas rapidement, les États-*

Unis doivent lui prouver qu'il a tort ».

La folie des néoconservateurs a longtemps est depuis longtemps signalée par leur arrogance extraordinaire et leur mépris pour les intérêts des autres nations. Ils supposent que la puissance militaire des États-Unis et d'autres moyens coercitifs doivent s'exercer sur toute nation qui ne s'incline pas devant les ultimatums américains ou qui résiste aux coups de force orchestrés par les USA.

Chaque fois que les néo-conservateurs rencontrent une résistance, ils ne repensent pas leur stratégie, ils passent simplement à l'étape suivante. Irrités par le rôle de la Russie dans l'empêchement des attaques militaires américaines contre la Syrie et l'Iran, les néo-conservateurs élèvent le niveau de leur conflit géopolitique en s'en prenant à la frontière même de la Russie, en misant sur l'éviction violente du président élu de l'Ukraine.

L'idée était de porter à Poutine un coup sérieux et embarrassant comme punition pour avoir interféré avec le rêve néo-conservateur de « changement de régime » à travers le Moyen Orient. Maintenant, avec le contre effectué par Poutine avec le déploiement de troupes russes pour s'assurer du contrôle de la Crimée, les néo-conservateurs veulent qu'Obama aille vers l'escalade en s'en prenant à Poutine.

Certains néo-conservateurs de premier plan voient même dans l'éviction de Poutine l'étape décisive pour rétablir la prééminence de leur agenda. Carl Gershman, le président du NED, a écrit dans le Washington Post, « *Le choix de l'Ukraine de rejoindre l'Europe accélérera la disparition de l'idéologie de l'impérialisme russe que représente Poutine... Les Russes aussi sont devant un choix, et Poutine pourrait bien se retrouver du côté perdant, pas seulement avec le proche étranger mais en Russie même.* »

Au minimum, les néo-conservateurs espèrent pouvoir neutraliser Poutine en tant qu'allié d'Obama pour réduire les tensions avec la Syrie et l'Iran – et ainsi réactiver l'hypothèse de frappes militaires contre ces deux pays.

Avec les événements devenus incontrôlables, il semble plus que temps maintenant pour le président Obama d'expliquer au peuple américain pourquoi il a coopéré avec le président Poutine pour essayer de résoudre certains des problèmes mondiaux les plus épineux.

Ce qui nécessiterait cependant qu'il prenne enfin le contrôle de sa propre administration, pour la purger des représentants néo-conservateurs qui ont œuvré à saboter sa vraie politique étrangère et ferme des organisations contrôlées par les néo-conservateurs comme le *National Endowment for Democracy* qui se servent de l'argent des contribuables américains pour encourager des troubles à l'étranger. Il lui faudrait un réel courage politique.

Robert Parry

<http://consortiumnews.com/2014/03/02/what-neocons-want-from-ukraine-crisis/>

»» <http://mounadil.wordpress.com/2014/03/07/la-crise-ukrainienne-comme-no...>